



ASIE/COREE DU NORD - Kim Jong-un annonce une amnistie, les ONG demandent « une nouvelle ère pour les droits humains »

Séoul (Agence Fides) – Le nouveau responsable nord-coréen Kim Jong-un a annoncé une amnistie à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de ses deux prédécesseurs disparus, son père, Kim Jong-il, et son grand-père, Kim Il-sung. Mais, selon une coalition d'ONG, plus qu'un geste symbolique, « une nouvelle ère est urgente en vue du plein respect des droits humains dans le pays ». Alors que n'a pas encore été précisé combien et quels seront les prisonniers concernés par la mesure annoncée pour le 1er février par le régime de Pyongyang, les quelques 40 ONG de la « Coalition internationale pour la fin des crimes contre l'humanité en Corée du Nord » (ICNK) ont adressé à Kim Jong-un une lettre ouverte dans laquelle elles l'invitent à « abandonner le modèle d'abus en matière de droits humains mis en place depuis des décennies par le gouvernement de Pyongyang à l'encontre du peuple de Corée du Nord ».

La lettre, parvenue à l'Agence Fides, rappelle que dans le pays, plus de 200.000 hommes, femmes et enfants sont détenus pour des motifs politiques dans un système de camps d'emprisonnement. Les citoyens – poursuit le texte – vivent dans la crainte qu'un léger manque de fidélité au régime ait pour conséquence des interrogatoires, une détention arbitraire, des disparitions, la torture ou la mort. « La population souffre la faim et la malnutrition, manque d'assistance sanitaire alors qu'une élite politique vit dans le luxe » note le texte des ONG.

La lettre invite Kim Jong-un à faire respecter les droits reconnus par les traités internationaux signés par la Corée du Nord, concédant l'accès à des observateurs et en particulier à des représentants des Nations unies et de la Croix Rouge. Selon les militants de la Coalition, « Kim Jong-un a la possibilité d'entrer dans l'histoire comme le responsable qui a rendu la liberté à la population. Il pourrait faire sortir son pays de l'isolement et assurer la paix et la sécurité à la péninsule coréenne. Mais il peut le faire seulement en respectant les droits humains fondamentaux du peuple nord-coréen ».

Appartiennent à la Coalition un certain nombre de grandes ONG telles qu'Amnesty International, Human Rights Watch et la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH) ainsi que des associations d'inspiration chrétienne comme Christian Solidarity Worldwide, Jubilee Campaign et la Fédération des Avocats chrétiens. (PA) (Agence Fides 10/01/2011)